

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8<sup>ème</sup> Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules rue du 14 juillet, en raison de la mise en place de conteneurs de déchets alimentaires ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – du Mercredi 28 Février 2024 au Vendredi 08 Mars 2024**, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant au droit du n°18 rue du 14 juillet, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

**ARTICLE 2** – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place, des panneaux de type B6a1 interdisant le stationnement des véhicules. La Direction Développement Durable et Déchets sera responsable de cette signalisation et sera tenue de s'assurer de son maintien sur place durant les 48 heures précédant l'occupation.

**ARTICLE 3** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**21 FEV. 2024**

Fait à Pau, le 20 février 2024



Sandrine LISO

Pour le Maire et par délégation

La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public

**Proposition d'implantation de bornes déchets alimentaires**  
**Commune de PAU - Quartier 14 juillet**  
**Fiche descriptive du point**

Point n°29

Adresse Point : 18 rue du 14 Juillet**PUBLIC**

janv-24

**Descriptif du point**

Les résidences concernées : Les résidences du 12 14 20 22 et du 13 15 17 19 21 23 25 27 29 31 33 35 35bis rue du 14 Juillet, celle du 4 rue du Colonel Gloxin et celles du 8 10 et 21 23 25 27 rue du Soust

Nombre de logements : 156



- Résidences concernées
- X Emplacement borne

**Caractéristiques du point**

Nombre de bornes : 2 porte AV

Propriétaire de la parcelle : Domaine public

Intérêt du point : Sur un point de collecte existant

Point de vigilance : Les poser dos à dos en laissant assez de place, côté grille, pour sortir le bac de la borne

Travaux par la CAPBP : Faire une demande d'interdiction de stationnement à l'ODP. Déplacer les grilles du PRA

Travaux par propriétaire : Déplacer la place "Arrêt minute" : faire le marquage au sol et déplacer le poteau.